



## Déclaration de la FSU CTSD du 15 avril 2020

Ce CTSD se tient dans un contexte particulier à plus d'un titre : la situation sanitaire qui conduit au confinement de la population et à la fermeture des écoles mais aussi une dotation budgétaire exceptionnelle qui multiplie par trois, au niveau national, la dotation initiale et abonde de 15,5 postes celle du Morbihan. Cela montre que d'autres choix budgétaires sont possibles.

Nous ne sommes pas naïfs. Cette dotation supplémentaire, réclamée depuis longtemps, n'a pas été accordée dans une démarche spontanée d'amélioration du service public d'éducation. Elle est la réponse à un climat social et politique sous tension, mais aussi aux exigences syndicales, notamment du SNUipp-FSU, d'annulation de la dette scolaire.

15,5 postes supplémentaires dans le Morbihan, c'est certes une bonne chose. Ils permettent d'annuler des fermetures initialement prévues. Cela montre que notre revendication d'améliorer les conditions de scolarisation par la création de postes était totalement justifiée.

Mais l'amélioration des taux d'encadrement ne suffit pas à lui seul à lutter contre les inégalités scolaires qui seront sans nul doute accentuées par la crise sanitaire actuelle. Alors que le ministre s'étend beaucoup dans les médias sur la nécessité de garder un lien avec les élèves, surtout ceux les plus en difficultés, les postes de maîtres supplémentaires et deux postes de maîtres G sont fermés. Pourtant, nombre d'élèves suivis par les personnels spécialisés des RASED ou scolarisés dans les écoles bénéficiant de maîtres supplémentaires se retrouvent bien souvent parmi ceux qui ont le plus de mal à garder un lien avec leur scolarité. Le retour en classe sera donc particulièrement difficile pour eux et l'école aura encore plus besoin de personnels spécifiques pour les accompagner et soutenir les équipes. Est-ce que cela signifie que l'Education Nationale a décidé de se désengager totalement de l'aide à la difficulté scolaire ?

La carte scolaire qui nous est proposée montre aussi les incohérences d'une politique ministérielle et départementale, construite en opportunité et avec une absence totale de réflexion à long terme.

Prenons l'exemple des missions de RMC, créées en 2019 et supprimées en 2020, alors même que les enseignants chargés de ces missions se sont investis, se sont formés, que des écoles ont pris du temps pour élaborer des projets.

Quant aux décharges attribuées au dispositif PIAL, dispositif auquel nous étions opposés mais censé résoudre tous les problèmes, elles disparaissent avant même d'avoir été mises en application.

Alors que le problème du remplacement a été massif et récurrent durant l'année, le projet de carte scolaire prévoit la fermeture d'un poste de BD, comme si la continuité pédagogique n'avait plus d'importance hors confinement.

Pour la FSU, ce projet de carte scolaire ne répond pas à tous les besoins du département parce qu'il ne permet pas de combattre durablement les inégalités mises en lumière et constatées par cette crise sanitaire.